

Une fonctionnaire de l'ONU d'Amérique missionne après des pressions pour retirer le rapport sur l'apartheid d'Israël

Description

Par Ali Abunimah, 17 mars 2017

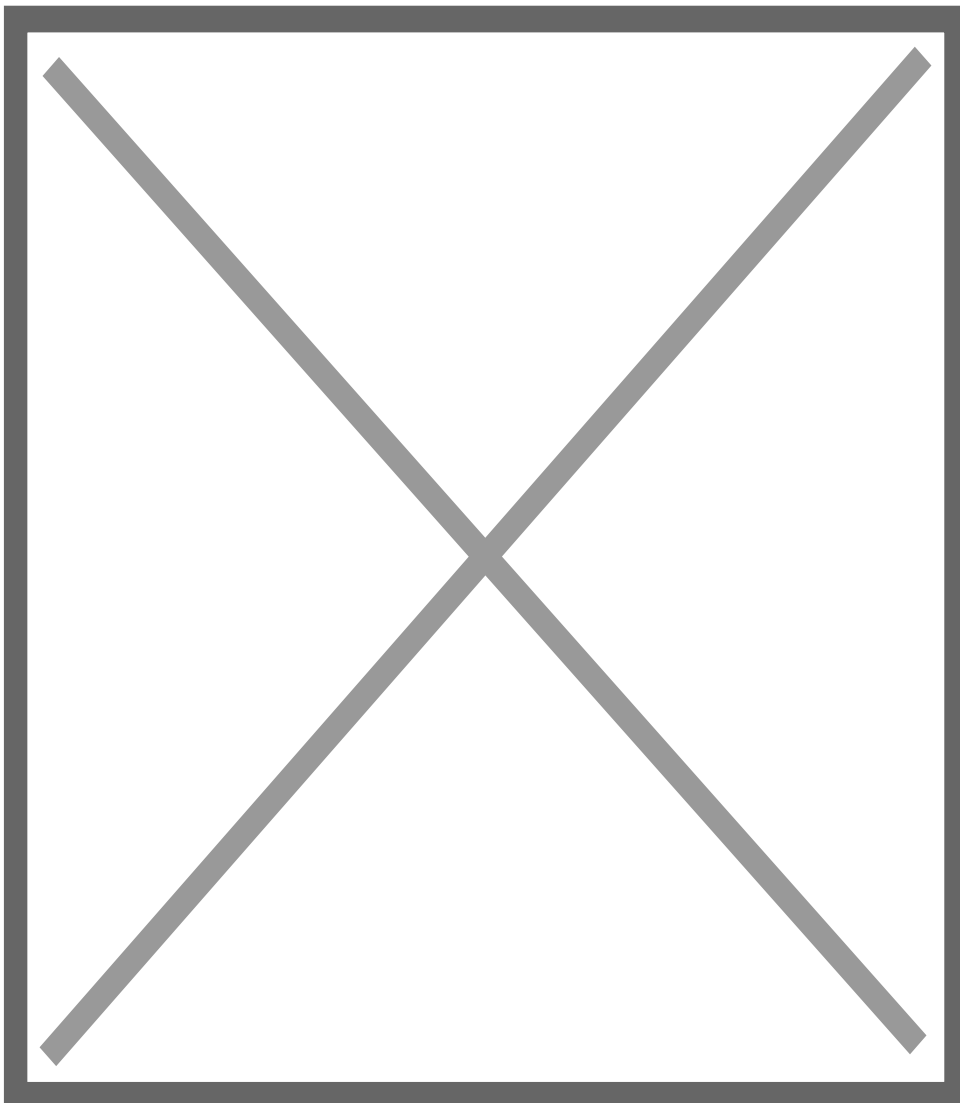


Photo: Rima Khalaf

Un haut fonctionnaire des Nations Unies a démissionné à la suite de pressions de la part de son Secrétaire Général Antonio Guterres pour faire retirer le rapport historique publié plus tôt cette semaine et qui déclarait Israël «coupable de l'apartheid».

Rima Khalaf, la tête de la Commission Economique et Sociale pour l'Asie Occidentale (ESCWA) qui a publié le rapport, a annoncé sa démission dans une conférence de presse vendredi à Beyrouth.

Reuters raconte que Khalaf a pris cette décision «après ce qu'elle a décrit comme des pressions de la part du Secrétaire général pour faire retirer un rapport qui accuse Israël d'imposer un régime d'apartheid aux Palestiniens».

«J'ai démissionné parce que c'est mon devoir de ne pas dissimuler ce qui est clairement un crime, et je maintiens toutes les conclusions du rapport», a déclaré Khalaf.

Dès vendredi, un communiqué de presse annonçant le rapport restait visible sur le site de l'ESCWA, mais le lien depuis ce communiqué avec le rapport lui-même ne fonctionne plus.

Une copie complète du rapport est disponible ci-dessous.

Il conclut que «Israël a édifié un régime d'apartheid qui asservit le peuple palestinien tout entier.»

Il trouve «au-delà de tout doute raisonnable, qu'Israël est coupable d'une politique et de pratiques qui constituent les crimes d'apartheid» tels que définis par le droit international.

Il exhorte les gouvernements nationaux à «soutenir les activités de boycott, désinvestissement et sanctions et à répondre positivement aux appels de ce genre d'initiatives».

Les Palestiniens ont chaleureusement accueilli le rapport, mais Israël l'a rageusement dénoncé comme assimilable à de la propagande nazie. Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, a exigé que le rapport soit retiré.

Cette réclamation est arrivée juste au moment où l'administration Trump annonçait un plan budgétaire qui comporte des restrictions considérables dans les contributions américaines à l'ONU.

La démission de Khalaf montre que Guterres a agi docilement et promptement pour appliquer les ordres des Etats Unis. Dans un tweet, la Ligue Anti-Diffamation, puissant lobby israélien aux Etats Unis, a remercié Guterres pour avoir exhorté l'ESCWA à retirer le rapport.

Le gouvernement israélien menace depuis longtemps Khalaf de représailles pour avoir fait son travail. En 2014, son ambassadeur à l'ONU avait demandé qu'elle soit retirée de son poste parce qu'elle avait critiqué la politique israélienne d'occupation et la colonisation juive du territoire palestinien aux dépens des communautés musulmanes et chrétiennes.

Le Comité National BDS (BNC) en Palestine, coalition de la société civile qui dirige le mouvement mondial de boycott, désinvestissement et sanctions, a condamné l'intervention de Guterres.

«Le fait qu'un Secrétaire général de l'ONU se soit incliné sous les menaces et les intimidations de l'administration Trump pour protéger Israël d'avoir à rendre des comptes, une fois de plus, n'a rien de nouveau», a dit le BNC. «Ce qui est vraiment nouveau cette fois-ci, c'est qu'Israël, malgré»

toute son influence Ã Washington, ne peut pas remettre le gÃ©nie dans la bouteille. Ã»

Ã« Les Palestiniens sont profondÃ©ment reconnaissants Ã la directrice de lâ??ESCWA, Dr. Rima Khalaf, qui a prÃ©fÃ©rÃ© dignement dÃ©missionner plutÃ´t que renoncer Ã ses principes face aux intimidations menaÃ§antes amÃ©ricano-israÃ©liennes Ã», a ajoutÃ© le BNC.

La dÃ©mission de Khalaf, sous pression pour supprimer des conclusions factuelles et juridiques dÃ©favorables Ã IsraÃ©l, va envoyer un message rÃ©frigÃ©rant aux autres fonctionnaires de lâ??ONU comme quoi ils feraient mieux de servir ceux qui sont au pouvoir plutÃ´t que de rester fidÃ©les Ã leur mission qui est de faire progresser les droits de lâ??Homme et respecter le droit international.

Traduction : J. Ch. pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

Le rapport est disponible ici:

[un_apartheid_report_15_march_english_final_](#)

date crÃ©Ã©e
2017/03/18